



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Déclaration de la Présidente de la Commission sur le Soudan du Sud

Addis Abéba, le 12 mai 2015: La situation au Soudan du Sud demeure extrêmement fragile et volatile. Au cours des trois dernières semaines, des combats intenses ont opposé les forces du Gouvernement du Soudan du Sud à celles du Mouvement populaire pour la libération du Soudan-SPLM (dans l'opposition) dans la région du Haut-Nil. Selon le Coordonnateur humanitaire pour le Soudan du Sud, depuis le début du mois de mai 2015, les opérations militaires au sud de Bentiu, dans l'Etat de l'Unité, ont forcé près de 100 000 personnes à quitter leurs foyers. Ce chiffre s'ajoute à celui de plus de 1,5 millions de personnes déjà déplacées. En outre, plus de 2,5 millions de personnes sont menacées par la famine et la maladie à cause du conflit. Des violations massives des droits de l'homme et des actes de destruction de biens continuent d'être perpétrés.

Cette tragédie est une tache sur la conscience de la communauté internationale, en général, et celle de l'Afrique, en particulier. L'élément le plus alarmant dans cette tragédie humanitaire porte sur l'incapacité et l'absence de volonté des parties sud-soudanaises à s'accorder sur un cadre politique pour mettre fin aux combats et aux souffrances infligées à leur propre peuple.

Il y a près de quatre, l'Union africaine (UA) avait accueilli dans ses rangs la nouvelle nation du Soudan du Sud, avec l'espoir ardent que ce pays deviendrait un havre de paix, de prospérité et d'espoir. Nous sommes profondément consternés par la tournure des événements, qui a conduit à la perte d'innombrables vies humaines et à des souffrances indicibles.

Depuis le début de la crise, l'Autorité intergouvernementale pour le Développement (IGAD), sous la présidence du Premier ministre éthiopien Haile Mariam Desalegn, a déployé des efforts soutenus pour faciliter le règlement rapide de ce conflit. Je renouvelle la gratitude de l'UA aux dirigeants de la région pour leur engagement.

Dans ce contexte, marqué par une situation humanitaire catastrophique et une impasse persistante dans les pourparlers politiques, l'on ne soulignera jamais assez la nécessité d'efforts renouvelés pour surmonter les défis de l'heure. L'UA se propose d'accélérer l'opérationnalisation du Comité *ad hoc* des chefs d'État et de Gouvernement, établi par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) en décembre dernier, aux fins de renforcer l'appui et la contribution de l'Afrique au processus de paix. Il est tout aussi important de travailler à la mise en œuvre effective de sanctions contre tous ceux qui sapent la quête de la paix, violent le droit international humanitaire et entravent les efforts des soldats de maintien de la paix sur le terrain, et ce conformément à la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies du 3 mars 2015.

S'il est vrai que la région et le continent dans son ensemble ne doivent ménager aucun effort pour mettre fin à la tragédie qui se déroule au Soudan du Sud, la responsabilité principale à cet égard n'en incombe pas moins aux parties sud-soudanaises. Il est grand temps pour elles d'honorer leurs engagements. Elles doivent mettre fin à la souffrance inutile qu'elles infligent à leur propre peuple. Elles doivent comprendre qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit actuel.

L'UA renouvelle son engagement à continuer à travailler avec les dirigeants de l'IGAD, en vue de trouver une solution pacifique et durable au conflit du Soudan du Sud.